

La pauvreté en Afrique depuis l'indépendance

Mark Nyandoro et Tinotenda Dube

Université du Zimbabwe

1. Introduction

Après avoir été attendue pendant des décennies, l'indépendance est enfin arrivée en Afrique, suscitant l'espoir d'une prospérité et d'une fin de la pauvreté. La plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance au début des années 1960. À l'époque, leur niveau de revenu moyen était supérieur à celui de nombreux pays asiatiques et comparable à celui de certains pays d'Amérique latine. Depuis lors, cependant, l'Afrique subsaharienne est associée à la stagnation économique et à la pauvreté persistante. En particulier pendant les 'décennies perdues' des années 1970 à 1990, les taux de pauvreté en Afrique ont augmenté alors que d'autres régions en développement ont fait de grands progrès dans l'éradication de la pauvreté. Aujourd'hui, bon nombre des pays les plus pauvres du monde se trouvent sur le continent africain, même si les niveaux de revenus varient considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. La pauvreté régionale moyenne, exprimée comme la part de la population vivant dans la pauvreté, a diminué depuis le début des années 2000, mais à un rythme plus lent que celui observé dans d'autres parties du Sud. En outre, en raison de la croissance démographique rapide, le *nombre total* d'Africains vivant dans la pauvreté a augmenté et pourrait bien continuer à augmenter pendant les décennies à venir.

L'augmentation des niveaux de pauvreté contraste fortement avec l'abondance des ressources naturelles et la jeunesse de la main-d'œuvre de nombreux pays africains. L'augmentation de la demande mondiale et locale de produits de base agricoles et de ressources minières et forestières n'a pas créé une base solide pour une réduction durable de la pauvreté. Malgré l'amélioration des conditions préalables à une croissance économique soutenue et à une amélioration durable du niveau de vie, les revenus des richesses naturelles de l'Afrique sont trop souvent répartis de manière inégale et/ou investis dans des activités qui créent peu d'emplois supplémentaires pour un nombre croissant de chômeurs et de personnes sous-employées. Dans certains pays, comme le Botswana, la gouvernance des richesses nationales fonctionne relativement bien, et ces exemples sont porteurs d'optimisme et d'espoir pour l'avenir. Toutefois, dans d'autres pays, la corruption, la mainmise des élites et les conflits violents entravent la réduction de la pauvreté de masse.

Ce chapitre réévalue les formes économiques de la pauvreté, définie comme le niveau de vie *matériel*. Nous examinerons deux dimensions différentes de la pauvreté au niveau national et au niveau individuel. Nous expliquerons comment ces deux dimensions sont mesurées et comparées au niveau international. Nous présenterons des estimations de la pauvreté absolue et des taux de pauvreté et étudierons les tendances en Afrique dans une perspective comparative

mondiale. Bien que cela puisse paraître simple, il est important de noter que le bien-être humain va bien au-delà des conditions matérielles. Par exemple, les mesures agrégées de la pauvreté économique excluent l'accès aux soins de santé et à l'éducation, la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique, l'autonomisation et le pouvoir d'action, la liberté politique et l'acceptation de l'indépendance de l'orientation sexuelle, du genre et de l'appartenance ethnique. Ces aspects dépassent le cadre de ce chapitre. En outre, ce chapitre se concentre à nouveau sur la pauvreté en Afrique depuis l'indépendance. Nous commençons par les années 1960, une décennie qui marque l'indépendance de l'Afrique et le début des données annuelles sur la pauvreté fournies par la Banque mondiale. Nous explorons les données jusqu'en 2019, l'année la plus récente pour laquelle la Banque mondiale fournit des données sur les niveaux de pauvreté, montrant qu'entre 2008-2009 et 2018-2019, le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national est passé de 37 pour cent à 41 pour cent.

Le chapitre est structuré comme suit. Il commence par une discussion sur la façon dont la pauvreté peut être définie et mesurée. Nous présentons ensuite les tendances mondiales et africaines de la pauvreté, ce qui implique également une discussion sur la pauvreté rurale par rapport à la pauvreté urbaine. Vient ensuite une discussion sur les stratégies africaines et internationales de lutte contre la pauvreté. Enfin, nous envisageons et osons regarder vers l'avenir les opportunités et les défis qui affectent la pauvreté en Afrique.

2. Définir et mesurer la pauvreté nationale et individuelle

Avant d'étudier les niveaux et les tendances de la pauvreté nationale et individuelle, nous devons comprendre comment la pauvreté est communément définie et mesurée. Les définitions que nous adoptons dans ce chapitre se réfèrent à la pauvreté économique, généralement mesurée en termes de niveau de vie *matériel*. Les mesures les plus courantes sont le PIB par habitant et le nombre ou la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Ces deux mesures sont utilisées par des organisations internationales telles que les Nations unies et la Banque mondiale. L'avantage de l'utilisation d'une définition et d'une norme de mesure largement acceptées pour tous les pays est qu'elle facilite les comparaisons internationales et intertemporelles. L'inconvénient est que ces mesures sont plutôt approximatives et ne tiennent pas compte d'une grande partie du contexte régional, national et local qui importe pour les niveaux de vie au niveau communal ou personnel. En outre, ces mesures ne contiennent aucune information sur la manière dont les pauvres perçoivent leurs conditions de vie.

Qu'est-ce que cela signifie lorsqu'on dit qu'un pays est 'pauvre'? La *pauvreté d'un pays* équivaut à l'absence de croissance économique, à toutes fins utiles. La richesse d'un pays est mesurée en termes de PIB (produit intérieur brut), c'est-à-dire la valeur totale ajoutée à tous les biens et services produits dans une économie nationale par an. La taille de l'économie d'un pays étant liée au nombre de ses habitants, le PIB est généralement divisé par la population totale pour obtenir le *PIB par habitant*. Cette mesure nous permet de comparer les niveaux de revenus entre les pays et de calculer la croissance des revenus dans le temps à l'aide des données disponibles. La Banque mondiale classe les économies en quatre catégories de revenus: les

revenus inférieurs (jusqu'à 1 005 dollars), les revenus moyens inférieurs (de 1 006 à 3 955 dollars), les revenus moyens supérieurs (de 3 956 à 12 235 dollars) et les revenus supérieurs (12 236 dollars et plus) (*il s'agit des normes officielles pour le revenu national brut ou RNB en 2018*). Toutefois, comme l'indiquent les données de l'OCDE, le revenu réel des ménages a augmenté dans la plupart des pays au premier trimestre 2024. Cela implique que les pays peuvent avoir progressé ou changé de catégorie de revenu.¹

La *croissance du PIB* est mesurée comme l'augmentation de la valeur ajoutée totale d'une année sur l'autre. La *croissance du PIB par habitant* est mesurée comme la croissance du PIB divisée par la croissance de la population. Ainsi, pour qu'un pays s'enrichisse, la croissance du PIB doit être supérieure à celle de la population. Cependant, la croissance du PIB par habitant ne signifie pas nécessairement une réduction de la pauvreté, définie comme la proportion de personnes vivant au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté, car cela dépend essentiellement de la manière dont le revenu national et la croissance du PIB sont répartis au sein de la population. Il est donc possible d'avoir une croissance *inclusive* ou *favorable aux pauvres* qui profite à la société, y compris aux pauvres. Mais il existe aussi des exemples de croissance *exclusive*, qui ne fait qu'enrichir les riches.

En général, les pays dont le PIB par habitant est élevé ont du mal à croître rapidement. Leurs niveaux de revenus augmentent généralement en raison d'une croissance régulière du PIB par habitant au fil du temps, sans trop d'années de croissance négative. Au contraire, les pays pauvres enregistrent souvent des taux de croissance du PIB plus élevés, appelés croissance de *ratcatchage*, mais sont également plus susceptibles de souffrir d'une croissance négative prolongée ou substantielle. Le fait qu'elles comblent le fossé qui les sépare des nations plus riches dépend essentiellement de la stabilité et de la viabilité à long terme de leur trajectoire de croissance qui, dans une large mesure, dépend de l'agriculture et de l'industrie extractive. En Afrique subsaharienne notamment, de nombreux pays ont enregistré des taux de croissance du PIB élevés au cours des 20 dernières années, mais aussi des années marquées par des revers considérables. Par exemple, le Botswana dans les années 1970 et le Rwanda dans les années 2000 ont connu des taux de croissance annuels spectaculaires de 11 et 8 pour cent respectivement. Cependant, pour consolider ces gains et réduire la pauvreté à un niveau structurel, de tels épisodes de croissance doivent se poursuivre pendant plusieurs décennies.

Pour comparer le PIB par habitant d'un pays à l'autre, il faut exprimer les niveaux de revenu dans une seule monnaie commune, généralement le dollar américain (ci-après \$). Il y a deux façons de procéder. La première consiste à utiliser les taux de change entre la monnaie locale et le dollar américain. Cette méthode présente l'inconvénient que les fortes fluctuations des taux de change affectent la comparaison internationale des revenus au-delà des changements 'réels' dans les performances économiques comparées. Par conséquent, la seconde approche est considérée comme plus précise puisqu'elle se concentre sur les variations des niveaux de prix intérieurs plutôt que sur la valeur de la monnaie nationale. Pour convertir le PIB en dollars américains, les économistes utilisent ce que l'on appelle les parités de pouvoir d'achat (PPA). Une PPA est construite en composant un panier de biens et de services et en comparant les niveaux de prix de ce panier d'un pays à l'autre. Les PPA ainsi obtenues peuvent être presque

égales au taux de change officiel. Cependant, il existe également de nombreux cas où les PPA (niveau des prix intérieurs relatifs) sont considérablement inférieures au taux de change officiel. Dans ce cas, l'utilisation du taux de change ferait apparaître le pays plus pauvre et le pouvoir d'achat de sa population plus faible qu'il ne l'est. Une autre façon de comprendre la différence est que les PPA permettent d'estimer ce que le taux de change entre deux monnaies devrait être pour refléter parfaitement les niveaux de prix relatifs dans les différents pays.

Les niveaux de pauvreté individuelle sont clairement influencés par les niveaux de PIB par habitant, mais dépendent de la manière dont le revenu est réparti entre les populations nationales. En 2008, la Banque mondiale a établi une nouvelle norme en définissant *l'extrême* pauvreté comme les personnes qui vivent en moyenne avec moins de 1,25 \$ par jour. Là encore, les PPA sont utilisées pour rendre ce seuil de pauvreté comparable d'un pays à l'autre. Ce seuil évolue dans le temps au fur et à mesure que les prix augmentent, ce qui tend à se produire à long terme. Ainsi, en 2017, la Banque mondiale a mis à jour son calcul du coût d'un panier de consommation de subsistance et a augmenté le seuil de pauvreté mondial à 2,15 dollars. Ce seuil de pauvreté est couramment utilisé pour estimer le nombre de personnes vivant dans *l'extrême pauvreté*. Bien entendu, cela ne signifie pas que les personnes qui peuvent dépenser un peu plus de 2,15 dollars par jour ont échappé à la pauvreté. En fait, des milliards de personnes vivent aujourd'hui juste au-dessus de ce seuil de pauvreté, alors que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté diminue. Cette tendance est également visible en Afrique.

Mais même pour ceux qui vivent avec 2,15 dollars, le contexte de la pauvreté est très important. La pauvreté n'est pas un état statique. Tout comme les individus peuvent sortir de la pauvreté, ils peuvent y retomber. Aujourd'hui, de nombreuses personnes qui ne sont plus considérées comme vivant dans la pauvreté n'ont réussi à améliorer leurs revenus qu'à la marge, et elles sont très vulnérables à toute modification de leurs revenus. Les revenus varient en effet considérablement dans certains pays africains. Pour remédier à ces lacunes, les Nations unies ont introduit un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) qui, depuis 2010, mesure non seulement le revenu, mais aussi la santé, l'éducation et d'autres composantes du niveau de vie. Une autre dimension importante de la pauvreté est la manière dont les gens perçoivent la pauvreté dans les communautés et les sociétés dans lesquelles ils vivent. La pauvreté *relative* fait référence au niveau de vie des personnes par rapport au niveau de vie moyen d'une société donnée. Vivre dans la pauvreté dans un pays riche fait une grande différence par rapport à un pays pauvre. Être pauvre dans un pays riche peut donner aux pauvres un sentiment d'injustice omniprésent et peut être mentalement plus difficile à supporter. D'un autre côté, être pauvre dans un pays pauvre peut avoir l'avantage d'offrir de plus grandes possibilités d'échapper à la pauvreté parce que la mobilité sociale est plus grande.

3. Tendances de la pauvreté en Afrique

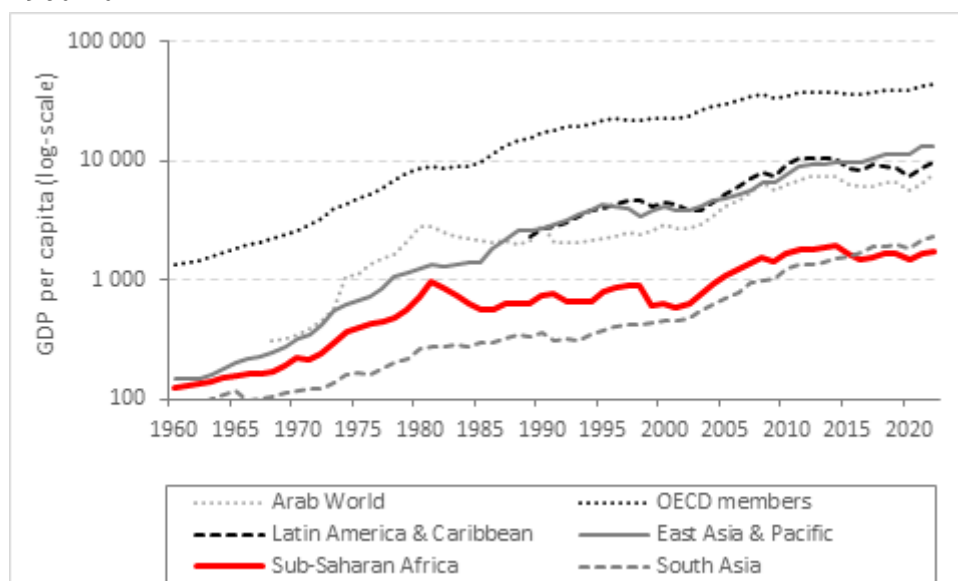
Dans cette section, nous cartographions et comparons les tendances de la pauvreté en Afrique en utilisant (1) le PIB par habitant, (2) les niveaux et les parts des populations vivant dans la pauvreté, et (3) la pauvreté rurale par rapport à la pauvreté urbaine. Elle propose une

comparaison entre l'Afrique subsaharienne et d'autres régions du monde et présente plusieurs cas de pays montrant la diversité au sein de la région.

3.1 Les revenus nationaux dans une perspective mondiale

La figure 1 présente les tendances du PIB par habitant par région du monde. Les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays les plus riches situés en Europe et en Amérique du Nord, ont été placés sur l'axe de droite - OCDE (ligne pointillée noire; axe 0-40 000 \$) et les régions en développement sur l'axe de gauche (0-12 000 \$). Le graphique montre qu'au cours des cinquante dernières années, le PIB par habitant a fortement divergé entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et d'autres régions telles que l'Amérique latine, l'Asie de l'Est et les pays de l'OCDE. Jusqu'en 1980, le PIB par habitant dans toutes les régions, à l'exception des pays de l'OCDE, était inférieur à 2 000 dollars. Toutefois, depuis les années 1980, toutes les régions du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, ont dépassé le seuil des 2 000 dollars. L'Amérique latine, l'Asie de l'Est et le Pacifique ont dépassé les 10 000 dollars dans les années 2010.

Figure 1: PIB par habitant en dollars américains (échelle logarithmique) - tendances régionales, 1960-2022



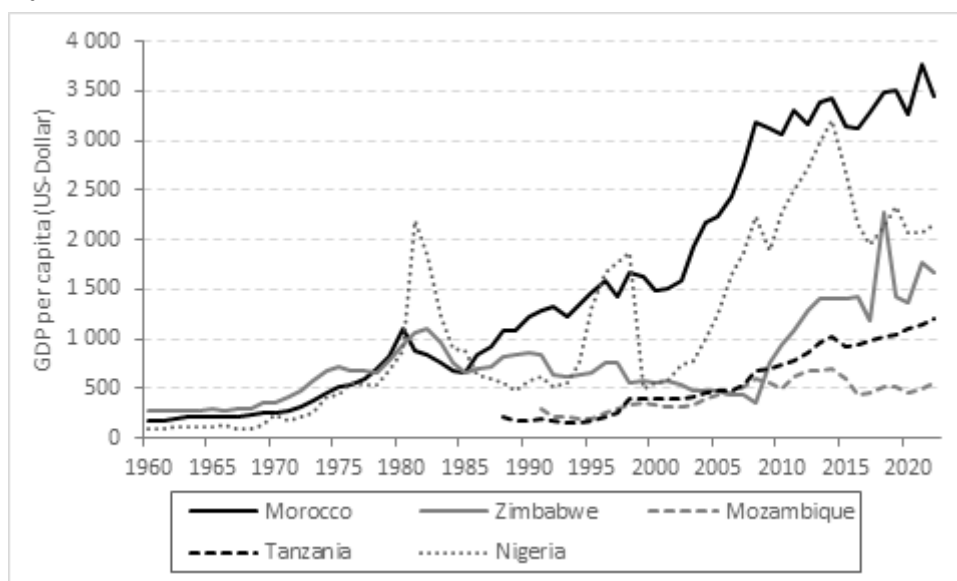
Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Remarque: Traduction anglais/français: Arab world/monde arabe; OECD members/membres de l'OCDE; Latin America & Caribbean/Amérique latine et Caraïbes; East Asia & Pacific/Asie de l'Est & Pacifique; sub-Saharan Africa/Afrique subsaharienne; South Asia/Asie du Sud.

La comparaison *entre les régions* montre comment l'Afrique subsaharienne s'est développée dans une perspective globale. Dans la figure 2, nous explorons les variations au sein de l'Afrique subsaharienne. Nous avons sélectionné cinq pays - le Maroc, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie et le Zimbabwe - qui donnent une bonne idée de la diversité des trajectoires de croissance. L'économie marocaine a décollé au milieu des années 1980 et s'est depuis lors

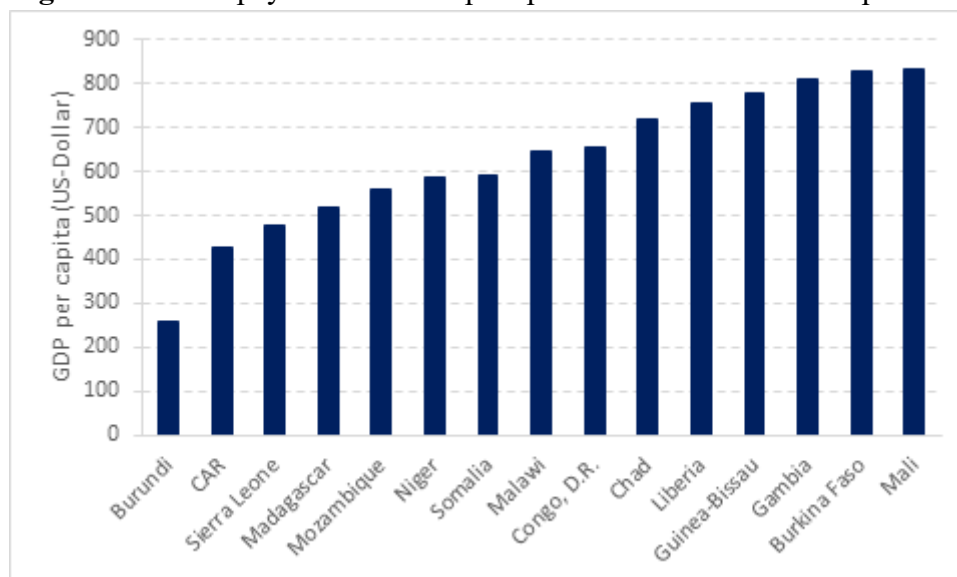
relativement bien développée. Le Nigeria suit - après le boom des matières premières et l'augmentation des prix du pétrole brut au début des années 2000, l'économie dépendante du pétrole a connu une croissance considérable. Toutefois, le risque est grand que cette poussée de croissance se transforme en débâcle si les prix du marché mondial du pétrole continuent de baisser ou se stabilisent aux faibles niveaux qu'ils ont atteints entre 2015 et 2022. L'économie du Zimbabwe s'est développée dans les années 1970 et 1980, mais a connu un déclin et une stagnation en raison des troubles politiques et économiques des années 1990 et 2000. Le Zimbabwe s'est redressé après 2008, lorsque le gouvernement d'unité nationale (GNU) a été mis en place, mais on ne sait pas exactement dans quelle mesure le régime a manipulé les taux de croissance. Il est bien connu que de nombreuses statistiques africaines sur le revenu présentent des problèmes de fiabilité. Le Mozambique a été plongé dans une longue guerre civile jusqu'aux années 1990 et s'est légèrement redressé au cours des années de paix depuis 2000, mais la croissance du PIB a été en partie effacée par la croissance rapide de la population. En Tanzanie, la croissance démographique est également restée élevée. Néanmoins, la croissance du PIB a été plus impressionnante qu'au Mozambique, ce qui explique la divergence notable de la croissance par habitant dans ces pays voisins au cours des deux dernières décennies.

Figure 2: Évolution du PIB par habitant (en dollars américains) dans 5 pays africains, 1960-2022



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Figure 3: Les 15 pays africains les plus pauvres en termes de PIB par habitant, 2022



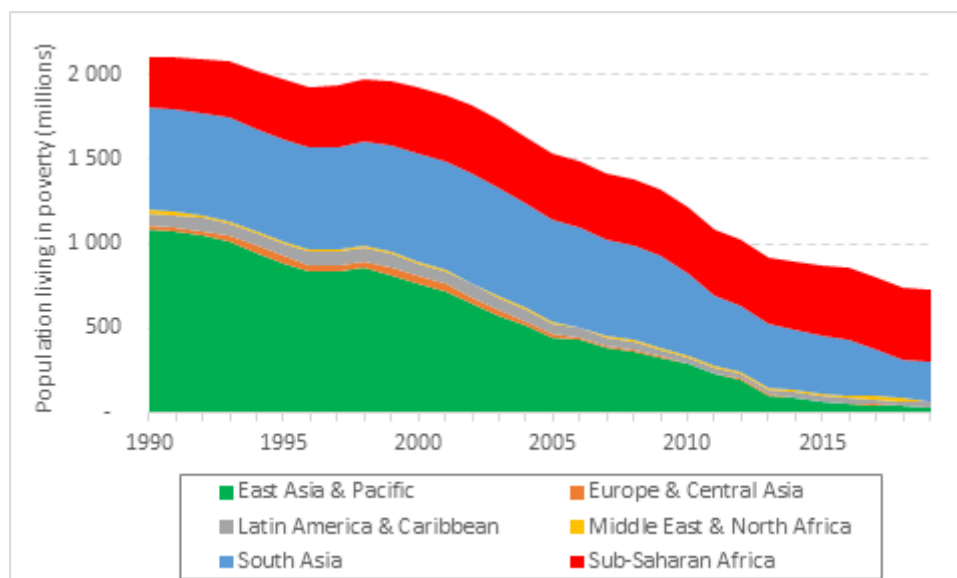
Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Si le boom des matières premières depuis le milieu des années 1990 a entraîné une croissance économique considérable dans de nombreux pays africains, il n'a pas encore suffi à réduire de manière significative le nombre de pays pauvres. La figure 3 montre les 15 économies africaines les plus pauvres en 2022. Au bas de l'échelle, on trouve le Burundi, la République centrafricaine, la Sierra Leone, Madagascar, le Mozambique, le Niger et la Somalie, dont le PIB par habitant est inférieur à 600 dollars.

3.2 La pauvreté individuelle dans une perspective mondiale

La figure 4 présente le nombre total de personnes vivant dans *l'extrême pauvreté* par région du monde (2,15 dollars par jour). Il révèle que les niveaux de pauvreté dans le monde ont baissé à un rythme impressionnant depuis le début des années 1990. Entre 1990 et 2019, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a plus que diminué de moitié, passant de 2,1 milliards à 735 millions de personnes. En 2019, les années les plus récentes pour lesquelles des données fiables existent, 9 pour cent de la population mondiale vivait dans la pauvreté, contre 38 pour cent en 1990. Au cours du dernier quart de siècle, la pauvreté a reculé, en particulier en Asie et en Amérique latine. L'Asie de l'Est et le Pacifique (en vert) et l'Asie du Sud (en bleu) ont largement contribué à ce déclin spectaculaire. À elle seule, la Chine est responsable des deux tiers de la baisse globale de la pauvreté entre 1990 et 2019. L'Inde, l'Indonésie et le Viêt Nam voient également la pauvreté disparaître progressivement. Pourtant, le nombre absolu d'Africains subsahariens vivant dans la pauvreté (en rouge) est passé de 293 millions en 1990 à 436 millions en 2019 et devrait continuer à augmenter compte tenu des tendances démographiques et des scénarios de croissance plausibles. On estime qu'environ trois personnes sur cinq vivant dans la pauvreté dans le monde sont aujourd'hui africaines. La figure 4 montre ainsi que l'extrême pauvreté mondiale se concentre de plus en plus en Afrique.

Figure 4: Population vivant dans la pauvreté (2,15 USD par jour) par région du monde, 1990-2019

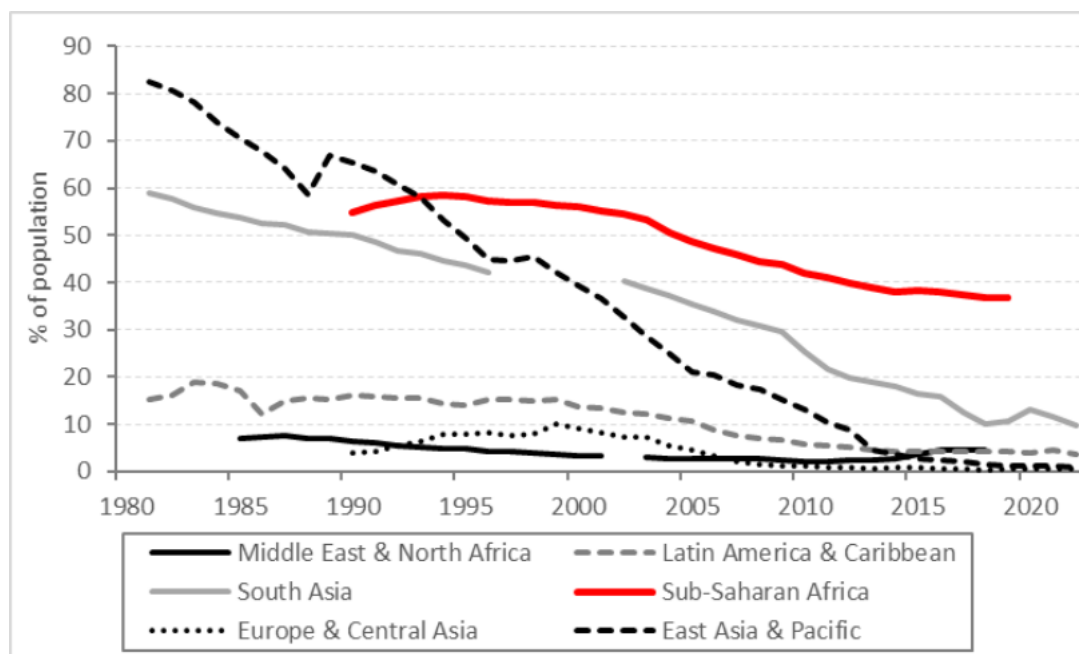


Source: Banque mondiale (2024), Poverty and Inequality Platform.

Remarque: Traduction anglais/français: East Asia & Pacific/Asie de l'Est & Pacifique; Europe & Central Asia/Europe & Asie centrale; Latin America & Caribbean/Amérique latine et Caraïbes; Middle East & North Africa/Moyen-Orient & Afrique du Nord; South Asia/Asie du Sud; sub-Saharan Africa/Afrique subsaharienne.

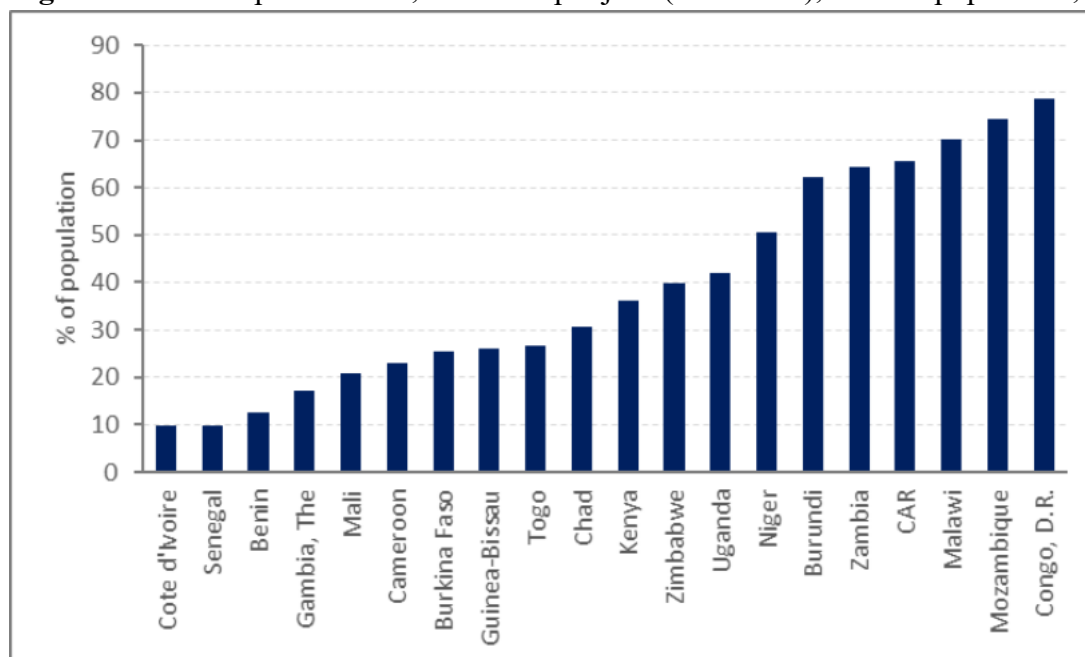
Alors que la figure 4 présentait les *niveaux de pauvreté absolue* par région du monde, la figure 5 compare le *pourcentage de* la population africaine vivant avec ou moins de 2,15 dollars (ligne rouge épaisse), c'est-à-dire le taux de pauvreté, avec d'autres régions du monde. Elle montre qu'au niveau mondial, la part des populations appauvries a diminué depuis les années 1980. C'est en Asie de l'Est et du Pacifique et en Asie du Sud que le recul a été le plus impressionnant, mais l'Amérique latine a également réduit de plus de moitié son taux de pauvreté. La figure 5 montre également que le taux de pauvreté en Afrique est passé de 51 pour cent en 1981 à 37 pour cent en 2019. Ainsi, alors que la pauvreté *absolue* en Afrique subsaharienne continue d'augmenter, les niveaux de pauvreté *relative* ont diminué. Cette situation paradoxale peut s'expliquer par le fait que les taux de pauvreté relative ne diminuent pas assez rapidement pour compenser la croissance démographique rapide de l'Afrique (environ 2,5 % par an, contre 1 pour cent pour l'Asie). Par conséquent, le nombre d'Africains vivant dans la pauvreté est aujourd'hui plus élevé que dans les années 1990. Il ne fait aucun doute que si la réduction de la pauvreté relative peut être considérée comme une tendance positive conforme à la reprise de la croissance de nombreuses économies africaines après 1995, la pauvreté reste un défi majeur pour le développement de la région pour les décennies à venir.

Figure 5: Taux de pauvreté régional à 2,15 \$ par jour (PPA 2017) (% de la population), 1980-2022



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Figure 6: Taux de pauvreté à 2,15 dollars par jour (PPA 2017), % de la population, c. 2021



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

La figure 6 présente les taux de pauvreté dans plusieurs pays africains en 2021. Nous pouvons constater qu'il existe des cas singuliers, comme l'île Maurice, où la pauvreté a été plus ou moins éradiquée. Dans cet État insulaire, l'un des miracles de la croissance africaine, seulement 0,1 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Dans l'autre miracle de la croissance, le Botswana, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté est encore de 18 pour cent. Les taux de pauvreté les plus élevés sont enregistrés en République démocratique du Congo (79

pour cent), au Mozambique (75 pour cent), au Malawi (70 pour cent), en République centrafricaine (66 pour cent), en Zambie (64 pour cent) et au Burundi (62 pour cent).

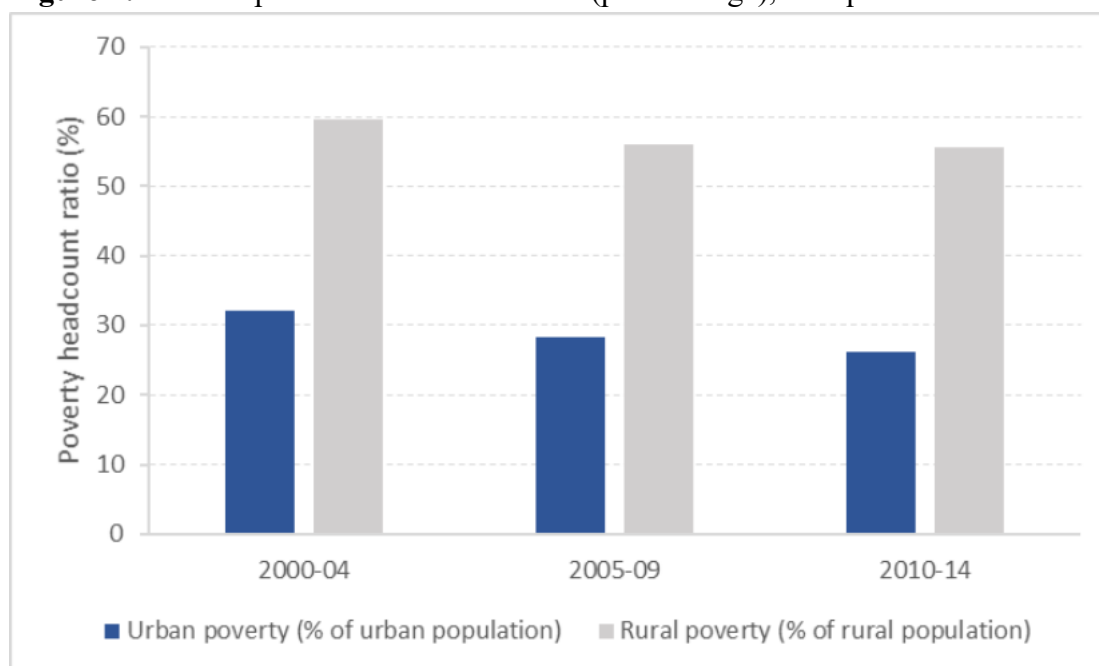
Pourquoi tant d'Africains sont-ils encore coincés dans la pauvreté aujourd'hui? Les raisons qui expliquent la persistance de taux élevés de pauvreté en Afrique et le fait que le continent ne semble pas sortir de la pauvreté sont diverses et complexes et vont de causes historiques profondes (ultimes) à des causes plus immédiates. Mais soulignons trois facteurs essentiels. Premièrement, la pauvreté est liée à la forte croissance démographique de la région (2,6 % par an). Alors que les économies africaines génèrent davantage de revenus, ceux-ci doivent être partagés entre un nombre toujours croissant de personnes. Le deuxième facteur est lié à l'ampleur de la pauvreté en Afrique par rapport à d'autres régions. Même si les revenus du continent augmentent, ils sont souvent insuffisants pour faire passer les gens au-dessus du seuil de 2,15 dollars. Troisièmement, il est lié à des niveaux inhabituellement élevés d'inégalité des revenus ou à une répartition inégale des revenus au sein d'une population, ce qui entraîne un écart de richesse entre les personnes vivant dans l'abondance et celles vivant dans la pauvreté. Dans les pays où l'inégalité initiale est élevée, la croissance économique permet généralement de réduire moins la pauvreté, car les bénéfices vont principalement aux personnes déjà bien loties.

3.3 La pauvreté en Afrique rurale et urbaine

Jusqu'à présent, nous avons discuté des moyennes nationales, mais *à l'intérieur des pays*, il existe différents groupes de personnes vivant dans la pauvreté, et les défis qu'elles doivent relever pour en sortir varient. Le clivage le plus important se situe entre les pauvres urbains et les pauvres ruraux. Ces deux groupes dépendent l'un de l'autre et entretiennent de nombreuses relations, mais la pauvreté urbaine (dont les pièges en Afrique subsaharienne ne semblent laisser personne de côté) se manifeste sous des formes très différentes de la pauvreté rurale.

La figure 7 présente le pourcentage moyen des populations rurales et urbaines qui vivent dans l'extrême pauvreté. Il montre que, bien que la pauvreté rurale et urbaine en Afrique ait diminué au cours du 21^e siècle, la pauvreté rurale reste deux fois plus élevée que la pauvreté urbaine.

Figure 7: Taux de pauvreté rurale et urbaine (pourcentage), Afrique subsaharienne



Source: Banque mondiale, *World Bank Data Bank* à l'adresse suivante <https://databank.worldbank.org/Sub-Saharan-Africa-Countries-/id/3cf46253>

Remarque: Les données ne sont pas disponibles pour chaque pays d'Afrique sub-saharienne. Le tableau inclut l'année la plus proche dans les fourchettes d'années.

Cependant, la pauvreté n'est plus un phénomène essentiellement rural. Les recherches montrent que les zones urbaines pourraient bientôt devenir le nouveau lieu de résidence de la plupart des personnes appauvries. L'urbanisation (associée à l'urbanisation de la pauvreté dans certains pays en voie d'urbanisation) est l'une des tendances les plus significatives de l'Afrique subsaharienne du 21^e siècle. Les populations rurales, en particulier les jeunes hommes et femmes, migrent à un rythme sans précédent vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi et de meilleurs revenus. L'Afrique est le continent qui s'urbanise le plus rapidement au monde. En 2016, environ 38 pour cent des Africains résidaient dans des villes, contre 15 pour cent en 1960. La migration rurale-urbaine n'est pas seulement un mécanisme d'adaptation pour échapper à la pauvreté; elle représente une opportunité perçue, en particulier pour les jeunes, d'améliorer leur statut, d'acquérir de nouvelles compétences et d'envoyer de l'argent à leurs familles rurales (transferts de fonds). Cependant, la réalité des migrants ruraux dans les villes est souvent différente. Les zones urbaines deviennent extrêmement surpeuplées et surchargées, exerçant une pression sur les infrastructures insuffisantes, les écoles, les établissements de santé, les systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau, et l'alimentation en énergie (électricité). Cette urbanisation galopante a créé un nouveau contexte de pauvreté dans lequel les centres urbains ne sont pas préparés à absorber le chômage croissant des jeunes. Selon une étude réalisée en 2007, l'Afrique semble être la seule région du Sud où l'urbanisation n'est pas corrélée à la réduction de la pauvreté.

Les conséquences d'une croissance rapide des centres urbains sans croissance économique suffisante sont, entre autres, la prolifération des bidonvilles (également appelés townships ou

squatter settlements), l'expansion des activités informelles, la pression sur les infrastructures et les problèmes sociaux qui accompagnent le chômage en milieu urbain (par exemple, une mauvaise éducation, une mauvaise santé publique, le délabrement urbain et la criminalité). Les vastes bidonvilles des mégapoles africaines sont peut-être le meilleur indicateur du fait que l'urbanisation n'a pas amélioré le niveau de vie de tous les citoyens. En 2010, les Nations unies ont constaté que 62 pour cent de la population urbaine africaine vivait dans des bidonvilles, ce qui représente le taux le plus élevé au monde. La croissance rapide des bidonvilles a de graves répercussions sur la sécurité de ces zones, car la pauvreté, la criminalité, la violence, la toxicomanie, la prostitution et les taux d'infection par le VIH semblent être plus fréquents dans les bidonvilles urbains. Si l'on ne se prépare pas à ces problèmes ou si l'on n'y répond pas de manière adéquate, l'Afrique pourrait tomber dans le piège qui consiste à remplacer la misère rurale par la misère urbaine.

4. Réponses à la pauvreté en Afrique

Les peuples africains et la communauté internationale ont apporté diverses réponses et stratégies visant à éradiquer la pauvreté en Afrique.

4.1 Les réponses africaines à la pauvreté

La plupart des personnes vivant dans la pauvreté cherchent à s'aider elles-mêmes et à s'entraider. Les pauvres africains ne sont pas seulement des victimes de la pauvreté, ils font preuve d'une grande capacité à anticiper et à trouver des solutions à leurs problèmes quotidiens (agences ou portefeuilles de personnes en situation de pauvreté). La gestion de l'argent est un élément fondamental et bien compris de la vie quotidienne des pauvres. Il s'agit d'un facteur essentiel pour déterminer le niveau de réussite des ménages pauvres dans l'amélioration de leur vie. La plupart des ménages pauvres ne vivent pas au jour le jour, mais utilisent divers outils financiers informels. Par exemple, les gens s'organisent en associations informelles d'entraide telles que les systèmes d'épargne rotative (connus dans certaines régions d'Afrique comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe sous le nom de 'Round' ou 'Stokvel' et les clubs d'argent) ainsi que les clubs d'épargne informels, l'épargne auprès d'un gardien d'argent et les sociétés d'assurance contre l'enterrement. Les entrepreneurs pauvres surmontent également leur manque d'accès aux services bancaires formels en devenant clients d'institutions de microfinance. En outre, l'Afrique est à la pointe de l'argent mobile et des innovations technologiques qui ont permis d'étendre les services financiers à des millions de pauvres à un coût relativement faible. Par exemple, M-Pesa ('pesa' signifie 'argent' en swahili) de Safaricom a été le pionnier des services bancaires par téléphone mobile au Kenya en 2007 et a eu un impact considérable depuis lors. Sept adultes kenyans sur dix utilisent M-Pesa, effectuant 9 millions de transactions par jour en 2016, ce qui permet à 130 000 agents de gagner leur vie. Dans toute l'Afrique, des systèmes similaires offrent divers services, notamment des transferts, de l'épargne, des prêts et des prestations de santé qui stimulent l'inclusion financière et créent une meilleure stabilité financière pour les familles africaines. Par ailleurs, les agriculteurs africains

cherchent de plus en plus à adhérer à des coopératives agricoles afin d'avoir accès au capital pour investir et aux marchés des produits de base pour vendre leur production à des prix raisonnables. Ils sont également conscients des risques liés au changement climatique, avec des précipitations de plus en plus imprévisibles et des sécheresses de plus en plus fréquentes, et y font face en cultivant des variétés de cultures de courte saison (par exemple, des céréales plus petites) à partir de semences améliorées qui résistent à la sécheresse, afin de minimiser et d'atténuer le risque de famine.

Ces exemples montrent que les ménages africains pauvres mènent une vie financière riche et complexe. Ils ont souvent recours à diverses stratégies pour trouver des solutions innovantes à leurs problèmes financiers quotidiens (par exemple, payer les frais de scolarité, s'offrir des soins de santé, contribuer aux cérémonies sociales).

4.2. Réponses globales à la pauvreté africaine

La réduction de l'extrême pauvreté et de la faim a été le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) fixé par 189 États membres des Nations unies en 2000. Il s'agissait expressément de réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici à 2015, objectif qui a été atteint en 201. Aujourd'hui, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) de 2015, les Nations unies ont fixé un nouvel objectif ambitieux: mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Les ODD comprennent une évaluation de la fourniture de services, des synergies et des compromis, par exemple en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous (ODD 6) et les communautés urbaines et/ou les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables (ODD 11). Les experts en développement s'accordent à dire que la persistance de la pauvreté et des inégalités compromet la prospérité, la paix et la sécurité en Afrique, à moins que les gouvernements ne s'engagent dans des modèles de développement innovants, centrés sur l'être humain ou orientés vers l'être humain. Si cela n'est pas fait, il est de plus en plus improbable que les États africains atteignent un grand nombre des cibles des objectifs de développement durable d'ici à l'échéance de 2030. Les chocs mondiaux ayant anéanti plus de deux décennies (des années 1990 au début des années 2000) de progrès réalisés par le continent africain en matière de réduction de la pauvreté, l'Afrique a donc besoin d'interventions et de solutions durables pour éradiquer la pauvreté. Actuellement, de nombreuses ONG internationales et africaines ainsi que des organisations caritatives de développement contribuent aux efforts de réduction de la pauvreté dans le monde, mais la part du lion revient à l'aide publique au développement (APD).

L'APD est une aide financière que les gouvernements et d'autres agences accordent pour soutenir le développement économique, environnemental, social et politique des pays en développement. Elle se distingue de l'aide humanitaire par le fait qu'elle se concentre sur la réduction de la pauvreté à long terme plutôt que sur l'aide à court terme après des catastrophes naturelles, des guerres et des famines. Cette aide peut être bilatérale, c'est-à-dire fournie directement par un pays à un autre, ou multilatérale, c'est-à-dire fournie par le pays donateur à

une organisation internationale telle que la Banque mondiale ou les agences des Nations unies (par exemple, le PNUD, l'UNICEF, l'ONUSIDA). La proportion est actuellement d'environ 50 pour cent pour l'aide bilatérale et 50 pour cent pour l'aide multilatérale. Les pays africains ont reçu 22,5 % de l'APD totale, soit la plus grande part régionale. Le tableau 1 présente les principaux pays africains bénéficiaires et leurs donateurs internationaux en 2022. Ensemble, les dix premiers sont responsables de 52 pour cent de l'APD en Afrique subsaharienne. Au cours des deux dernières décennies, la Chine est également devenue un donateur important. Toutefois, la plupart des dépenses chinoises ne sont pas considérées comme de l'APD, car elles sont principalement destinées à des projets commerciaux et d'infrastructure. La Fondation Bill & Melinda Gates, une organisation à but non lucratif qui lutte contre la pauvreté, les maladies et les inégalités dans le monde entier, figure également parmi les principaux donateurs, mais n'est pas incluse dans l'APD officielle. En tant que donateur privé, elle donne 1,3 milliard, soit l'équivalent de l'APD canadienne, à l'Afrique subsaharienne.

Tableau 1: Bénéficiaires de l'APD des donateurs officiels en Afrique subsaharienne (milliards USD), 2022

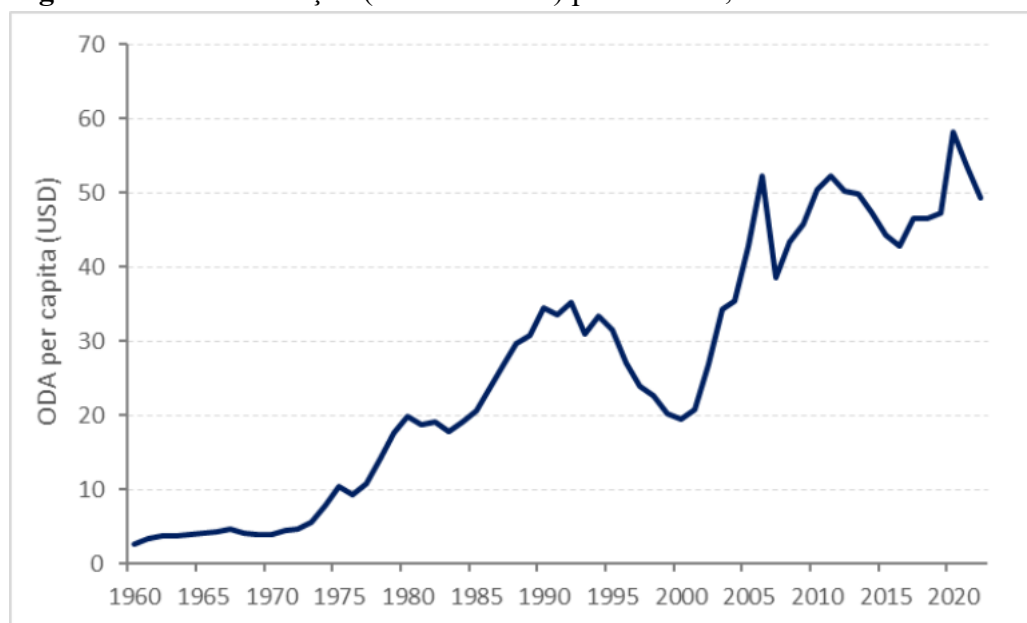
Top 10 bénéficiaires	milliards (\$)	Top 10 donateurs	milliards (\$)
Éthiopie	4.9	World Bank	14.8
Nigeria	4.4	États-Unis	12.4
Congo, R. D.	3.3	Union européenne	4.0
Tanzanie.	2.6	Fonds mondial	3.8
Mozambique	2.6	Allemagne	3.5
Ouganda	2.2	France	3.4
Soudan du Sud	2.1	Nations Unies	2.6
Niger	2.0	Japon	1.4
Somalie	1.9	Canada	1.3
Zambie	1.8	Royaume-Uni	1.2
Autres bénéficiaires Afr.	29.9	Autres donateurs	9.4
Total	57.8	Total	57.8

Source: OECD (2024), *Data Explorer*.

La figure 8 divise l'APD totale reçue par l'Afrique subsaharienne par sa population au cours de la période 1960-2022. Une tendance claire et régulière à la hausse depuis les années 1960 est visible sur les six décennies, ce qui indique que malgré la croissance de la population africaine, la croissance de l'APD a été supérieure à celle-ci. Ce n'est qu'au cours des deux dernières décennies que l'APD par habitant a stagné à environ 50 dollars par Africain subsaharien. En 2022, le Sud-Soudan (196 dollars), la Somalie (140 dollars), le Liberia (115 dollars), la République centrafricaine (120 dollars) et l'Eswatini, puis le Swaziland (105 dollars), sont les pays qui ont reçu le plus d'APD par habitant, soit au moins le double du bénéficiaire moyen de l'Afrique subsaharienne. Une grande partie de l'APD du Sud-Soudan et de la Somalie était de l'aide humanitaire visant à sauver des vies et à atténuer les souffrances pendant et après des

situations d'urgence telles que les sécheresses, les inondations et les pandémies de santé publique.

Figure 8: APD nette reçue (USD courants) par habitant, 1960-2022



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2024).

5. Perspectives: L'Afrique peut-elle sortir de la pauvreté?

Le débat sur la question de savoir si l'Afrique sortira ou non de la pauvreté implique une discussion sur les possibilités de réduction de la pauvreté qui s'offrent au continent, d'une part, et sur les défis qu'il doit relever pour y parvenir, d'autre part. L'essor économique de l'Afrique subsaharienne au début des années 2000 a fait naître l'espoir de sortir la région de la pauvreté d'ici 2030. De même, la réduction de la pauvreté en Afrique au cours des deux dernières décennies nourrit l'espoir d'un nouveau recul dans un avenir proche. La croissance économique substantielle de l'Afrique au cours des deux dernières décennies a révélé le potentiel économique de la région. En conséquence, la perception d'une Afrique toujours pauvre est en train de changer, car certaines parties du continent ont connu des changements positifs dans les systèmes politiques démocratiques, moins de conflits armés, une stabilité macroéconomique accrue et une croissance constante dans l'agriculture et l'industrie. Cette évolution a également été reconnue par l'un des principaux journaux internationaux, *The Economist*, qui a qualifié l'Afrique de 'continent sans espoir' en 2000, avant de se corriger récemment, en 2011 et 2013, en décrivant le potentiel de croissance de l'Afrique comme étant respectivement 'en hausse' et 'en devenir' (figure 9).

La demande mondiale croissante de divers produits agroalimentaires, miniers et forestiers stimule les marchés traditionnels et non traditionnels pour les exportations africaines, ce qui entraîne une augmentation des taux de croissance économique dans certains cas. Dans la majorité des États africains, les transitions pacifiques du pouvoir et les niveaux accrus de

stabilité et de bonne gouvernance semblent être les garants de la réussite économique et de la réduction de la pauvreté à l'avenir.

Figure 9: Couverture du journal *The Economist* en 2000, 2011 et 2013



Source: *The Economist*, diverses questions.

Cependant, alors que de nombreux indices et tendances positives plaident en faveur de l'Afrique en tant que continent d'opportunités, l'image dominante reste celle d'un continent prisonnier d'un cycle de pauvreté nationale et individuelle, d'une corruption généralisée et d'un faible contrôle des abus de pouvoir de la part des gouvernements africains. Cette image est aggravée par plusieurs développements qui pourraient compromettre la réduction de la pauvreté dans les décennies à venir. Mentionnons trois de ces préoccupations. Premièrement, les effets du changement climatique sur la production agricole dans une grande partie de la région restent très incertains. Certaines régions pourraient devenir plus humides, d'autres plus sèches et plus chaudes. En tout état de cause, cela signifie que de nombreux agriculteurs vivant sous le seuil de pauvreté devront s'adapter à des conditions climatiques changeantes, alors qu'ils n'ont peut-être pas les moyens (financiers) de le faire.

Deuxièmement, il existe un lien étroit entre l'abondance des ressources naturelles, la croissance économique et l'inégalité (croissante) des revenus et des biens. Dans quelle mesure les bénéfices de l'exploitation continue des ressources seront-ils répartis plus équitablement à l'avenir? Les secteurs de l'exploitation minière, des plantations et de la sylviculture créeront-ils suffisamment d'emplois pour assurer un revenu décent aux nouvelles générations de demandeurs d'emploi en expansion? On ne sait toujours pas dans quelle mesure les économies africaines peuvent se diversifier dans une gamme plus large d'industries manufacturières et de services compétitifs au niveau international (au-delà des secteurs extractifs) afin de réduire leur dépendance à l'égard des matières premières et des revenus tirés des ressources naturelles.

Troisièmement, et cela nous ramène à de nombreuses questions liées à la pauvreté, quel sera l'effet à long terme de la croissance démographique et de l'urbanisation? Le rythme et l'ampleur exceptionnels de la croissance démographique accéléreront-ils la dégradation écologique, augmenteront-ils le chômage des jeunes, intensifieront-ils les conflits liés aux ressources et provoqueront-ils une émigration massive et la fuite des cerveaux des personnes les plus qualifiées et les plus précieuses de l'Afrique? Ou bien les concentrations croissantes de consommateurs urbains et les arrière-pays ruraux mieux connectés ouvriront-ils de nouvelles possibilités de développement du marché, d'investissement dans les infrastructures, de nouvelles institutions de développement et de nouvelles divisions du travail? Dans ce dernier scénario, le boom démographique de l'Afrique pourrait favoriser le développement d'industries manufacturières et de services compétitifs à l'échelle internationale, en remplacement de la longue dépendance de la région à l'égard des exportations de matières premières. Comme nous l'avons vu plus haut, la croissance démographique fait actuellement augmenter le nombre de pauvres en Afrique. Mais peut-être crée-t-elle simultanément les conditions d'une réduction durable de la pauvreté?

Questions pour l'étude

1. Définir la pauvreté et expliquer les principales méthodes pour la mesurer.
2. Comment l'Afrique se situe-t-elle dans une comparaison internationale de la pauvreté au niveau national, c'est-à-dire du PIB par habitant?
3. Quelles tendances peut-on observer en comparant l'évolution des niveaux de PIB par habitant des pays africains?
4. Qu'est-ce qui a permis de réduire le nombre total et la proportion de personnes vivant dans la pauvreté en Afrique au cours des deux dernières décennies?
5. Quelles stratégies les Africains, les organisations et les gouvernements ont-ils mises en œuvre pour réduire les niveaux de pauvreté?
6. L'Afrique connaîtra-t-elle la fin totale de la pauvreté dans un avenir proche ou lointain?

Lectures suggérées

Ahimah-Agyakwah, Solomon, Nketiah-Amponsah, Edward & Agyire-Tettey, Frank (2022) 'Urbanization and Poverty in Sub-Saharan Africa: Evidence from Dynamic Panel Data Analysis of Selected Urbanizing Countries', *Cogent Economics & Finance* 10(1): 2109282.

Collier, Paul (2007) 'Poverty Reduction in Africa', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 104(43): 16763-16768.

Collins, Daryl, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford and Orlanda Ruthven (2010) *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*, Princeton: Princeton University Press.

ECA (2023) 'Rising Poverty, Inequalities Threaten Sustainable Development Goals (SDGs)', Addis Ababa: Economic Commission for Africa (ECA).

[Frankema, Ewout and Marlous van Waijenburg \(2018\) 'Africa Rising? A Historical Perspective', *African Affairs* 117\(469\): 543–568.](#)

Hagenaars, Aldi and Klaas de Vos (1988) 'The Definition and Measurement of Poverty', *The Journal of Human Resources* 23(2): 211-221.

Iliffe, John (1987) *The African Poor: A History*, Cambridge: Cambridge University Press.

Iyenda, Guillaume (2007) 'Researching Urban Poverty in Sub-Saharan Africa', *Development in Practice* 17(1): 27-38.

Janz, Teresa, Augsburg, Britta, Gassmann, Franziska & Nimeh, Zina (2023) 'Leaving No One Behind: Urban Poverty Traps in Sub-Saharan Africa', *World Development* 172: 106388.

Jones, Sue and Nici Nelson (1999) *Urban Poverty in Africa: From Understanding to Alleviation*, UK: Practical Action.

[K'Akumu](#), Owiti A (2018) 'Urbanization of Poverty: The African City's Challenge of the Century', in *Handbook of Emerging 21-st Century Cities*, UK: Edward Elgar Publishing, 187-204.

Manjengwa, Jeanette, Matema, Collen & Tirivanhu, Doreen (2016) 'Understanding Urban Poverty in Two High-Density Suburbs of Harare, Zimbabwe', *Development Southern Africa* 33(1): 23-38.

OECD (2024). *Gross National Income Data Indicators*. 2024.

World Bank (2024). [World Development Indicators](#). Washington D.C.: World Bank.

OECD (2024). [Data Explorer](#). Paris.

Potts, Deborah (1995) 'Shall We Go Home? Increasing Urban Poverty in African Cities and Migration Processes', *The Geographical Journal* 161(3): 245-264.

World Bank (2019). *World Bank data source IDR 2018-2019*. Washington D.C.: World Bank.

A propos des auteurs



Mark Nyandoro est professeur d'histoire économique et maître de conférences au département d'histoire, de patrimoine et de systèmes de connaissance de l'université du Zimbabwe et professeur extraordinaire de recherche à l'école des sciences sociales, à la faculté des sciences humaines de l'université du Nord-Ouest (NWU), campus Vaal Triangle, en Afrique du Sud. Ses recherches portent sur l'eau, l'agriculture irriguée, la terre, l'environnement, le développement économique, les institutions, les droits de propriété, les relations de travail, l'exploitation minière artisanale, le changement climatique, la pauvreté, la sécheresse, les moyens de subsistance, la migration et le genre.



Tinotenda Dube était candidat à la maîtrise en économie au département d'économie, aujourd'hui faculté des sciences sociales et comportementales, de l'université du Zimbabwe.